

# Les impasses de la modernité

DU MÊME AUTEUR

Fonctions économiques et pouvoir politique  
La province de l'Uele en 1963-1964  
*IRES-Léopoldville, 1965*

Conditions de la planification du développement  
L'exemple du Congo  
*Mouton, 1969*

Économie non marchande et développement  
(en collaboration avec Hugues Leclercq)  
*Université de Louvain-la-Neuve, 1978*

Interdépendance et styles de développement  
(en collaboration)  
*Centre de développement de l'OCDE, 1985*

Mythes et espoirs du tiers-mondisme  
*CETRAL-L'Harmattan, 1986*

Les Relations Nord-Sud  
*La Découverte, coll. « Repères », 1990*

Ingérence économique : la mécanique de la soumission  
(sous la direction de Christian Comeliau)  
*Nouveaux Cahiers de l'IUED, n° 2, PUF, 1994*

L'Économie à la recherche du développement  
Crise d'une théorie, violence d'une pratique  
(sous la direction de Christian Comeliau)  
*Nouveaux Cahiers de l'IUED, n° 5, PUF, 1996*

Planifier le développement : illusion ou réalité ?  
*L'Harmattan / Academia-Bruylant, 1999*

CHRISTIAN COMELIAU

# Les impasses de la modernité

Critique de la marchandisation  
du monde

ÉDITIONS DU SEUIL

« ÉCONOMIE HUMAINE »

Par « Économie humaine », nous entendons exprimer l'adhésion à une finalité et à une méthode. La seule finalité légitime de l'économie est le bien-être des hommes, à commencer par celui des plus démunis. Et, par bien-être, il faut entendre la satisfaction de *tous les besoins* des hommes ; pas seulement ceux que comblent les consommations marchandes, mais aussi l'ensemble des aspirations qui échappent à toute évaluation monétaire : la dignité, la paix, la sécurité, la liberté, l'éducation, la santé, le loisir, la qualité de l'environnement, le bien-être des générations futures, etc.

Corollaires de cette finalité, les méthodes de l'économie humaine ne peuvent que s'écarter de l'économisme et du scientisme de l'économie mathématique néoclassique qui a joué un rôle central au XX<sup>e</sup> siècle. L'économie humaine est l'économie d'un *homme complet* (dont l'individu maximisateur de valeurs marchandes sous contrainte n'est qu'une caricature), d'un homme qui inscrit son action dans le temps (et donc l'histoire), sur un territoire, dans un environnement familial, social, culturel et politique ; l'économie d'un homme animé par des valeurs et qui ne résout pas tout par le calcul ou l'échange, mais aussi par l'habitude, le don, la coopération, les règles morales, les conventions sociales, le droit, les institutions politiques, etc.

L'économie humaine est donc une économie historique, politique, sociale, et écologique. Elle ne dédaigne pas l'usage des mathématiques comme un langage utile à la rigueur d'un raisonnement, mais refuse de cantonner son discours aux seuls cas où ce langage est possible. Au lieu d'évacuer la complexité des sociétés humaines (qui ne se met pas toujours en équations), l'économie humaine s'efforce de tenir un discours rigoureux intégrant la complexité, elle préfère la pertinence à la formalisation, elle revendique le statut de *science humaine*, parmi les autres sciences humaines, et tourne le dos à la prétention stérile d'énoncer des lois de la nature à l'instar des sciences physiques.

Le projet de l'économie humaine est un projet ancien, tant il est vrai que nombre des fondateurs de la science économique ont pensé celle-ci comme une science historique, une science sociale, une science morale ou encore psychologique. Mais ce projet est aussi un projet contemporain qui constitue le dénominateur commun de bien des approches (post-keynésiens, institutionnalistes, régulation, socioéconomie, etc.) et de nombreuses recherches (en économie du développement, de l'environnement, de la santé, des institutions ; en économie sociale, etc.).

Nous nous proposons d'accueillir ici les essais, les travaux théoriques ou descriptifs, de tous ceux qui, économistes ou non, partagent cette ambition d'une économie vraiment utile à l'homme.

Jacques Généreux

ISBN 2-02-040760-4

© ÉDITIONS DU SEUIL, SEPTEMBRE 2000

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

## Avant-propos

*A l'heure où le libéralisme triomphant proclame sans retenue les vertus de la mondialisation, sur une planète ébranlée par de multiples tragédies et par de multiples absurdités, on voit s'exprimer peu à peu un sentiment de profonde inquiétude devant certaines dérives de l'évolution économique et sociale de notre monde, les contradictions multiples de cette évolution, l'importance croissante de ses coûts pour la société, et surtout l'impression de plus en plus nette que personne ne maîtrise, en définitive, le changement social.*

*Je dis bien notre monde, plutôt que la société française, ou les sociétés européennes, ou encore le Nord opposé au Sud et réciproquement. Car cette mondialisation correspond à une réalité, au moins en un sens : non pas celui d'une prétendue homogénéisation accélérée des continents vers le même type de progrès matériel, mais celui de forces puissantes imposant une même influence, celle de la « modernité », faite de contraintes et d'opportunités, à l'ensemble des sociétés dans le monde, qui sont et resteront différentes.*

*La montée de cette inquiétude devant la modernité constitue un événement majeur de notre époque. Elle n'est pas d'abord celle des spécialistes, à quelque discipline scientifique qu'ils appartiennent ; elle est surtout – ou elle devrait être – celle des citoyens. Si la modernité inquiète, il importe de ne pas l'expliquer par la seule description de quelques-unes de ses manifestations superficielles, il faut découvrir les raisons profondes de cette inquiétude, il faut ana-*

*lyser les mécanismes les plus essentiels du système global que cette modernité constitue. Effort d'analyse qui implique un recours rigoureux aux instruments des sciences sociales, car celles-ci sont évidemment en première ligne pour expliquer cette évolution inquiétante : j'essaie d'y apporter ma contribution à partir d'une réflexion économique sur le système global de la modernité et sur le « modèle de développement » qu'elle diffuse. Mais on voit bien que la réflexion sur ce modèle ne peut se limiter à un constat d'économiste analysant l'économie, et laissant à d'autres disciplines le soin d'élaborer les aspects complémentaires de la description. Justement parce que l'économie, qui pourrait être parmi les sciences sociales une discipline comme les autres, ne se contente pas d'une telle place et prétend exercer une influence prépondérante sur la société dans son ensemble. Ainsi l'analyse dont nous avons besoin est-elle celle que l'on pourrait désigner du terme, peut-être un peu ambitieux, de « méta-économie », au sens d'une réflexion qui s'appuie sur les concepts et les connaissances de la science économique, mais qui va au-delà de ces connaissances, notamment pour en étudier l'influence sur les valeurs et les cultures, sur les structures sociales, sur l'aménagement de l'espace, sur le mode d'usage des ressources naturelles, et même sur l'organisation politique. Et pour tenter ainsi, en prenant du recul, de re-situer l'économie à la place qui devrait être la sienne.*

*Il faut cependant aller plus loin. Car ce n'est pas d'abord une discussion académique qu'il s'agit d'ouvrir à ce propos : c'est un débat politique, un débat de société, qu'il faut promouvoir et préparer collectivement. Sans renoncer à cette perspective systémique globale et à cette analyse rigoureuse, il convient donc d'en exposer l'essentiel dans des termes qui soient accessibles à tous, et surtout de ne pas se contenter de constructions théoriques plus ou moins savantes, mais de s'efforcer de déboucher sur des propositions concrètes et des pratiques sociales innovantes.*

*C'est la mise en rapport de cette réflexion interdisciplinaire et de la préparation du débat politique indispensable qui constitue le but essentiel de cet essai. Mais c'est dire aussi la difficulté de l'entreprise.*

*D'abord parce que les « experts » qui nous gouvernent ne méprisent rien tant que ce qui échappe à leurs spécialisations respectives : tenter une approche globale est donc, pour eux, synonyme d'incompétence inavouée, et ils préfèrent souvent critiquer tout le monde et demeurer incompris, plutôt qu'accepter un dialogue aussi aventureux. Mais, plus profondément, la difficulté vient de l'ambition de « vision globale » elle-même. Car celle-ci prétend non seulement avoir recours aux spécialisations pointues, mais aussi les dépasser et essayer d'identifier les interdépendances entre les faits et les tendances observés. Risquons une comparaison un peu triviale : adopter une vision globale, c'est définir une méthode inverse de celle des journaux télévisés ; c'est refuser d'énumérer une liste de faits pour les décrire et les interpréter séparément ; c'est montrer que ces faits peuvent être liés entre eux, ou liés à une explication plus générale qui demeure implicite ; c'est tenter d'explicitier et d'analyser ces interrelations ; c'est montrer que l'on ne peut pas, par exemple, à la fois réclamer moins d'État et solliciter la protection de celui-ci pour chaque dommage climatique, ou encore sacraliser la voiture et s'indigner du comportement antisocial des firmes automobiles. Les opinions publiques demeurent encombrées de contradictions de ce point de vue, et c'est en somme assez explicable ; mais ce fait suffit à suggérer l'ampleur de l'effort nécessaire pour préparer un véritable débat citoyen.*

*Dans cet effort d'analyse globale et d'introduction au débat politique, la réflexion proposée dans cet ouvrage identifie ce qui apparaît bien comme une dérive essentielle de notre système de civilisation : c'est le recours des gestionnaires à un critère pratiquement unique, celui de l'accumulation du profit, pour résoudre les problèmes de sociétés devenues infiniment complexes. C'est sur cette base qu'elle décrit les impasses économiques, sociales, écologiques et finalement politiques dans lesquelles s'enfoncent aujourd'hui ces sociétés. Et c'est en ce sens qu'elle propose une critique d'un processus historique devenu fondamental, celui de la « marchandisation du monde ».*

*Mais elle veut aussi montrer qu'il est encore possible, pour nos sociétés, de se dégager de ces impasses de la marchandisation et*

*de promouvoir une autre forme de progrès social. C'est pour contribuer au débat politique indispensable qu'elle propose, en conclusion, quelques repères pour des politiques alternatives.*

*Je voudrais remercier tout particulièrement Maurice Bertrand, qui m'a incité à entreprendre ce travail, ainsi que Jacques Généreux, dont la critique rigoureuse m'a permis de préciser la construction de ce texte. Je remercie également Jacques Grinevald, Marilu d'Onofrio, Andras November et Gilbert Rist, qui ont lu et critiqué des versions préliminaires de divers chapitres ou de l'ensemble de cet ouvrage.*

*Genève, janvier 2000*

## Chapitre 1

# Introduction

« Prenons les six journées de la Genèse comme image pour imaginer ce qui, en fait, s'est passé en quatre milliards d'années. Une journée égale environ six cent soixante millions d'années. Notre planète est née le lundi à zéro heure. Lundi, mardi et mercredi jusqu'à midi, la Terre se forme. La vie commence mercredi midi et se développe dans toute sa beauté organique pendant les trois jours suivants. Samedi à quatre heures de l'après-midi seulement, les grands reptiles apparaissent. Cinq heures plus tard, à neuf heures du soir, lorsque les séquoias sortent de terre, les grands reptiles disparaissent. L'homme n'apparaît qu'à minuit moins trois minutes samedi soir. À un quart de seconde avant minuit, le Christ naît. À un quarantième de seconde avant minuit, commence la révolution industrielle.

Il est maintenant minuit, samedi soir, et nous sommes entourés de gens qui croient que ce qu'ils font depuis un quarantième de seconde peut durer indéfiniment... »

David BROWER, cité par René PASSET, *L'Économique et le vivant*, 1979, p. 76.

## **Un état de désarroi<sup>1</sup>**

Développement, modernité, mondialisation, libéralisation. Peu d'époques de l'histoire humaine, sans doute, ont connu autant de bouleversements que la nôtre, surtout depuis un siècle ; et au sein

1. J'emprunte cette expression à l'UNRISD (Institut de recherche des Nations unies pour le développement social), qui a donné ce titre à un ouvrage remarquable dans le cadre de la préparation du sommet social de Copenhague de 1995 (UNRISD, 1994).

de celui-ci, la dernière décennie n'a certainement pas été en reste, puisqu'elle a apporté, avec la « mondialisation » ou la « globalisation », une diffusion et une accélération formidables de ce changement historique. À moins que nous ne soyons sourds et aveugles au monde qui nous entoure, ces bouleversements apparaissent à la fois comme une source de satisfaction et de fierté collectives, et comme l'objet d'un sombre malaise, d'une croissante *inquiétude*, d'un profond désarroi.

Chacun a l'intuition plus ou moins confuse d'un changement fondamental, chargé certes de progrès potentiels ou déjà actuels – formes multiples d'un confort matériel amélioré, développement des moyens de communication entre les hommes, recul constant des famines et de la plupart des grandes épidémies, élévation du niveau d'éducation –, mais lourd aussi de menaces inhabituelles et exceptionnellement graves pour l'avenir de ces sociétés : guerres locales ou généralisées, génocides interethniques, persistance de stocks d'armes d'une puissance destructrice terrifiante ; tensions sociales extrêmes nées de l'inégalité croissante, de l'exclusion ou de la marginalisation (notamment au sein de la sphère du travail), menaces de manipulations génétiques, dégradation rapide ou même destruction définitive d'une portion considérable de l'environnement naturel.

Ces progrès et ces menaces ne sont plus partagés – comme on l'a cru naïvement durant quelques années – entre un « Nord » dominant, qui aurait surmonté l'essentiel de ses défis historiques et montrerait la voie d'un progrès sans nuage, et un « Sud » attardé, donc dominé, encore provisoirement empêtré dans la pauvreté, l'archaïsme et l'instabilité politique. Le réveil a été brutal : la misère n'a certes pas disparu au Sud, mais dans les pays qui se croyaient « développés », l'appareil économique a révélé son incapacité de plus en plus manifeste à absorber les demandeurs d'emploi, et donc à partager équitablement les fruits de la croissance : d'où le retour inattendu de formes aiguës de pauvreté au sein des sociétés les plus riches. Les menaces écologiques demeurent sans doute mal connues, mais il devient de plus en plus difficile de nier la gravité de certaines d'entre elles, à une échelle planétaire ; les sociétés les plus

avancées n'ont pas encore réussi à intégrer les bouleversements économiques et technologiques de manière satisfaisante, dans leur culture et dans leurs relations sociales ; les équilibres sociaux sont donc rompus (dans les banlieues des grandes villes, en particulier). Enfin, beaucoup d'institutions politiques apparaissent de plus en plus inadaptées ; des pays libérés du totalitarisme sont au bord de l'anarchie – ce sont parfois les plus puissants d'entre eux –, et des guerres locales mais sanglantes ont à nouveau éclaté au cœur même de l'Europe.

Il n'y a plus à proprement parler de « tiers monde », puisque le « deuxième monde » du bloc soviétique s'est effondré ; mais surtout, les pays du Sud se sont profondément diversifiés, et il y demeure peu d'éléments véritablement communs, et donc peu de place pour une unité d'action politique, entre les « nouveaux pays industriels » exportateurs, candidats à l'OCDE, le monde arabe déchiré entre modernisme et intégrisme, les pays africains les plus pauvres, ou encore les géants indien et chinois. Depuis 1997, la crise asiatique jette le doute sur les expériences de développement réputées les plus prometteuses au Sud. Les « relations Nord-Sud » elles-mêmes, qui ont structuré l'histoire internationale pendant quatre décennies, de concert avec les « relations Est-Ouest » (ou plutôt, en situation de subordination par rapport à elles), constituent sans doute une catégorie de moins en moins pertinente pour l'analyse du changement social et pour l'action politique, dans le contexte de la mondialisation de la fin du siècle.

L'unité de la planète s'est à la fois resserrée et relâchée ; les défis de la vie en société y sont devenus infiniment divers et multiples, et en même temps étrangement semblables d'un pays à l'autre dans certains de leurs aspects fondamentaux ; les progrès indiscutables voisinent avec des désarrois, des misères et des drames inouïs ; mais entre les faux prophètes, les promesses non tenues et les menaces de catastrophes irrémédiables, les points de repère traditionnels des sociétés et des cultures se sont obscurcis et ne sont plus d'un grand secours. D'où la contradiction, qui n'est qu'apparente, lorsque se révèlent à la fois, sur la plus grande partie de la planète, l'immense séduction qu'exerce le changement social de la modernité et la

profonde angoisse qu'il engendre. Bien sûr, nous persistons à vouloir améliorer notre confort matériel, et voyager plus loin, et bénéficier de la médecine de pointe ; mais en même temps, nous nous demandons si nos enfants connaîtront la guerre ou une catastrophe écologique, s'ils trouveront du travail, si la vie en ville va demeurer possible, si chacun de nous va connaître la solitude... ou plus brutalement encore – pour ceux qui ne sont pas parmi les privilégiés de la planète – si nous pourrons manger demain.

C'est en raison de ce sentiment de contradiction, d'angoisse, d'impuissance – devant une situation qui est vécue tous les jours par des milliards d'êtres humains –, qu'il paraît impossible d'en rester là, de renoncer à comprendre et à agir, de fermer les yeux et de se résigner. Certes, nul ne peut prétendre fournir, aujourd'hui, une interprétation pleinement satisfaisante de ce défi gigantesque, et encore moins une solution immédiatement praticable à l'ensemble des problèmes qu'il pose. Mais si l'on refuse la passivité fataliste, il faut commencer à identifier et à préciser les questions les plus cruciales, progresser vers la compréhension de ce qui est vraiment important dans le changement qui se déroule sous nos yeux (dans sa dimension mondiale plus que dans ses particularités locales, car les ambitions d'extension du modèle de développement dominant sont planétaires), explorer les premiers éléments de réponse qui sont déjà disponibles ou qui restent à imaginer.

## **Une contribution à l'analyse et au débat**

C'est le but de ce petit livre, qui se présente comme l'ébauche d'une réflexion de synthèse et une invitation provocante à aller plus loin, plutôt que comme une analyse approfondie. Cherchant à éviter à la fois l'amateurisme simplificateur et les pseudo-certitudes technocratiques, il essaie de comprendre les évolutions en présence, les logiques (ou l'absence de logiques) qui les sous-tendent et les problèmes de fond qu'elles soulèvent. Son but essentiel est de contribuer au *débat de société* qui paraît désormais de plus en plus indispensable.

La réflexion proposée s'organise de la manière suivante. Le chapitre 2 tente de préciser les principaux traits du constat qui vient d'être esquissé et qui fonde cette inquiétude. Les chapitres 3 à 5 suggèrent quelques hypothèses de départ pour éclairer l'analyse du changement social : car celui-ci révèle certaines caractéristiques – et certaines contradictions – qui sont observables, à des degrés variables, dans les sociétés très diverses de notre planète, mais que l'on peut rattacher à l'influence d'un « modèle de développement » commun. Les traits majeurs de ce modèle de développement, que l'on désignera ici comme celui de la *modernité*, peuvent être identifiés : il est *historiquement contingent*, et ne constitue donc pas une nécessité inéluctable ; il se caractérise par l'importance exceptionnelle qu'il confère aux *préoccupations économiques* ; il se veut *expansionniste* et prétend exercer une influence dominante sur l'ensemble du monde. Dans cette perspective, il faut souligner la montée de l'individualisme et celle des préoccupations économiques : on constate – en suivant sur ce point l'analyse de Louis Dumont<sup>2</sup> – que ces deux traits constituent précisément les fondements de l'« idéologie économique », ou de l'idéologie de la modernité.

La suite de cette analyse essaie alors de montrer – et c'est l'essentiel de cette première partie – quelques-uns des traits les plus significatifs de cette économie et de son rôle dominant, en essayant d'identifier ce qui peut constituer la *logique interne de ce système*. Dans cette perspective, le chapitre 4 décrit les caractéristiques de base de ce que l'on peut appeler la « *relation marchande* », et qui est au cœur de l'organisation économique et sociale de notre monde. Le chapitre 5 dégage une image d'ensemble de la dynamique des besoins, ainsi que de la rationalité qui prétend justifier cette dynamique ; mais il dénonce l'insuffisance de cette logique partielle et identifie les critères possibles d'une rationalité plus globale.

La deuxième partie est consacrée à une étude plus précise de certains des grands problèmes concrets qui résultent de cette logique

2. DUMONT, 1977.

systémique : l'absurdité de l'exigence d'une *croissance* indéfinie, et l'identification des limites inévitables de cette fuite en avant (chapitre 6) ; les impasses qui ont suscité l'émergence d'une revendication internationale en faveur du « *développement social* », plus particulièrement celles qui résultent de l'aggravation des inégalités (chapitre 7) et celles qui menacent l'avenir du travail et de l'emploi (chapitre 8) ; et aussi le renforcement international des contradictions systémiques à travers la *mondialisation* (chapitre 9). On examine enfin, à titre de transition vers la réflexion plus directement politique, les incertitudes qui affectent aujourd'hui le rôle des *pouvoirs publics* (chapitre 10).

La troisième partie est conçue comme une introduction au débat politique. Le chapitre 11 précise *la raison, la nature et les exigences de ce débat politique*. Ensuite, puisque le fondement de cette modernité réside en définitive dans le système de *valeurs* qu'elle défend, le chapitre 12 reprend un inventaire des valeurs dominantes en présence, pour lui opposer ce que pourraient être les fondements d'une éthique différente, construite notamment autour d'une conception nouvelle de la liberté, de la solidarité et de la responsabilité. Enfin, le chapitre 13 propose – à un niveau nécessairement assez général, puisque les solutions concrètes ne peuvent être élaborées qu'au niveau de collectivités spécifiques – quelques *éléments de politiques alternatives*, tant en ce qui concerne les finalités et les priorités que les instruments d'action.

## Aliénation et fausses promesses

Telle est la démarche proposée. Cependant, il me semble que la logique d'ensemble de l'analyse qui vient d'être présentée, et surtout l'exigence du débat politique qui est esquissée à la fin de l'ouvrage, seront mieux comprises si j'explicité, dès à présent, les *conclusions* essentielles que je dégage de l'analyse et que je suggère comme point de départ du débat politique. Ces conclusions concernent, d'une part, le caractère aliénant du système analysé, et d'autre part, l'impossibilité de la généralisation qu'il promet.

Première conclusion : les sociétés formées (ou en voie de formation) selon le modèle dominant de la modernité sont marquées par *une très profonde aliénation*, et elles appellent pour cette raison une critique radicale de leurs caractéristiques, une critique de nature éthique. Aliénation par la technique et aliénation par l'économie, ou plutôt par une forme essentiellement marchande de l'économie, avec les valeurs spécifiques qu'elle diffuse. Aliénation aggravée par la pression qu'exerce le modèle dominant en faveur d'un mimétisme généralisé : le mimétisme n'est certes pas spécifique aux sociétés contemporaines – il suffit de lire René Girard pour s'en convaincre<sup>3</sup> –, mais il a été intensivement mis à profit, au sens littéral du terme, par le système économique très particulier de ces sociétés contemporaines.

Or le propre de l'aliénation est de nous empêcher d'être nous-mêmes, et par là de dissocier nos ambitions, nos actions et nos modes de relations sociales, d'avec le monde réel et ses exigences d'harmonie et de survie. Cet irréalisme fondamental est omniprésent dans l'évolution accélérée de nos sociétés, qui identifient le bien-être à la possession de l'argent et à la consommation sans cesse accrue de marchandises (alimentation, voitures, biens de luxe ou drogue); des sociétés qui veulent tout à la fois, et qui s'attaquent avec succès aux défis les plus extraordinaires (la conquête spatiale, les autoroutes de l'information, les mutations génétiques, ou encore certains exploits sportifs spectaculaires). Mais en même temps, des sociétés qui ne parviennent pas (ou parviennent de moins en moins) à satisfaire certaines de leurs exigences les plus vitales : le droit d'accès de tous à une consommation décente, par l'emploi rémunérateur ou par tout autre moyen ; la paix et la sécurité entre les individus, les ethnies, les nations ou les religions ; l'éradication de la misère, des inégalités inacceptables et de l'exploitation systématique du plus faible par le plus fort ; ou encore la réduction de la surconsommation de ressources

3. Voir l'ensemble de l'œuvre de René GIRARD, et en particulier *La Violence et le sacré*, 1972.

non renouvelables, alors que cette surconsommation s'accélère aujourd'hui dans des proportions qui n'ont jamais été connues dans l'histoire. Ces contrastes sont bien les produits de l'aliénation, puisqu'ils ne semblent guère troubler les « républiques des satisfaits » – selon la forte expression de l'économiste américain J.K. Galbraith<sup>4</sup> –, et puisqu'ils continuent aussi d'exercer leur séduction sur l'immense majorité des non-privilegiés.

D'où une deuxième conclusion, plus pessimiste encore que la première et qui contraste avec bien des discours triomphalistes sur le progrès et le développement : en dépit de ses prétentions expansionnistes, *notre système de « modernité » n'est ni généralisable, ni viable à long terme*. Cela veut dire que nous allons devoir, soit le changer nous-mêmes, soit en subir le changement sans pouvoir le maîtriser.

En toute hypothèse, il est une hypocrisie de plus en plus intolérable : c'est celle qui consiste, pour les responsables du progrès social et du développement collectif à quelque niveau que ce soit, à continuer de parler et de se comporter « comme si » le modèle de développement dominant, celui dont profite aujourd'hui une minorité favorisée, était non seulement viable – « soutenable », comme on dit aujourd'hui –, mais pouvait être diffusé à l'ensemble de la planète. Or c'est ce que suppose implicitement l'ensemble de notre système de relations économiques et sociales, ainsi que nos critères de promotion individuelle ou collective : et ce présupposé est puissamment appuyé par l'exigence d'expansion de l'économie mondiale elle-même, par la propagande du réseau des médias les plus influents, et aussi par ce que l'on appelle la « coopération au développement ».

J'affirme qu'il est non seulement souhaitable, mais aussi possible, de sortir de cette impasse, mais que ce sera une entreprise complexe – parce que nos sociétés elles-mêmes sont devenues

4. La formule a été reprise dans le titre de la traduction française de l'ouvrage de J.K. GALBRAITH : *La République des satisfaits. La culture du contentement aux États-Unis*, Seuil, Paris, 1993 (paru en anglais sous le titre *The Culture of Contentment*, Houghton Mifflin Cy, Boston, 1992).

complexes –, une entreprise de longue haleine et extraordinaire-ment exigeante. Il faudra notamment se libérer du carcan de la domination absolue de l'économie sur la société, et restaurer la possibilité d'un débat sur les finalités sociales. C'est dans cette perspective que l'on peut parler d'une « quête du sens » : la réflexion éthique et philosophique doit y jouer un rôle important de préparation des options, comme d'ailleurs l'analyse économique ; mais le débat sera essentiellement de nature politique, parce qu'il concerne essentiellement les finalités sociales.

Quant aux moyens et stratégies pour atteindre ces finalités, contrairement au manichéisme de la « pensée unique », je suggère qu'entre les formes extrêmes, et certainement non viables, du libéralisme sauvage et du centralisme autoritaire, de multiples formules sont désormais imaginables. Les formes extrêmes sont définitivement caduques, du fait même de la complexité accrue des sociétés contemporaines, qui sera abondamment soulignée. Les formules nouvelles devront accorder une place centrale à la modification des règles du jeu social, et donc à la création d'institutions plus adaptées. Elles exigeront aussi l'appui de forces politiques et sociales capables d'en imposer la réalisation aux groupes d'intérêts les plus conservateurs.

Mais je répète qu'en dépit du niveau très global que l'on est obligé d'adopter pour analyser ces questions, et donc en dépit de l'allure parfois abstraite ou même théorique de l'argumentation développée ici, les enjeux politiques qui s'y rattachent sont extrêmement concrets : le débat collectif peut – et doit – ainsi s'engager en termes très pratiques. À condition, encore une fois, que les forces sociales concernées aient pris une conscience suffisante de ces enjeux.

L'ambition de ce texte n'est autre que d'y contribuer.



Première partie

# La logique de la modernité



RÉALISATION : CURSIVES À PARIS  
REPRODUIT ET ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR ROTO-PAGE  
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH À MAYENNE  
DÉPÔT LÉGAL: SEPTEMBRE 2000. N° 40760 ( )

